



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/260
S/16566
15 mai 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

UN LIBRARY
MAY 17 1984

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 25 de la liste préliminaire*
LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES
CONTRE LA PAIX ET LE SECURITE INTERNATIONALES
ET INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 15 mai 1984, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la résolution sur le Nicaragua approuvée par la Réunion des ministres du travail des pays non alignés, qui s'est tenue à Managua du 10 au 12 mai 1984.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette résolution comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 25 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Nicaragua
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

* A/39/50.

ANNEXE

RESOLUTION SUR LE NICARAGUA

Présentée par : l'Algérie, le Bénin, le Cap-Vert, Chypre, Cuba, l'Ethiopie, l'Inde, l'Iran, l'Iraq, le Laos, le Nicaragua, l'OLP, la République populaire démocratique de Corée, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles, la Syrie, le Viet Nam, le Yémen démocratique, la Yougoslavie, la Zambie et le Zimbabwe.

La troisième Conférence des ministres du travail des pays non alignés et autres pays en développement, tenue à Managua (Nicaragua) du 10 au 12 mai 1984,

Rappelant les déclarations sur le Nicaragua et l'Amérique centrale de la cinquième Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination et de la septième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés,

Rappelant la résolution 530 (1983) du Conseil de sécurité et la résolution 38/10 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui réaffirment le droit du Nicaragua et des autres pays de la région à vivre dans la paix et la sécurité, sans aucune ingérence étrangère,

Rappelant le Document de Quito de la Conférence économique latino-américaine du 12 mai 1984,

Accueillant avec satisfaction l'avis émis par la Cour internationale de Justice le 10 mai 1984, qui réaffirme que le droit du Nicaragua à la souveraineté et à l'indépendance politique doit être pleinement respecté et profondément préoccupée par l'accroissement des tensions en Amérique centrale et l'escalade des agressions militaires, notamment le minage des ports nicaraguayens,

1. Condamne catégoriquement, parce qu'ils vont à l'encontre du droit à l'autodétermination, les actes d'agression dirigés contre le Nicaragua, notamment le minage de ses principaux ports, qui ont occasionné des pertes en vies humaines et causé des torts considérables à l'économie.

2. Exige que soit immédiatement mis fin aux menaces, attaques et autres actes hostiles ouverts ou secrets contre le Nicaragua reconnus par une puissance étrangère.

3. Prie instamment le Gouvernement des Etats-Unis de respecter les mesures conservatoires adoptées à l'unanimité par la Cour internationale de Justice le 10 mai, par lesquelles il est demandé aux Etats-Unis de mettre fin et de renoncer immédiatement à toute action ayant pour effet de restreindre notamment la pose de mines, bloquer ou rendre périlleuses l'entrée ou la sortie des ports nicaraguayens.

4. Réaffirme que le droit du Nicaragua à la souveraineté et à l'indépendance politique doit être pleinement respecté et ne doit en aucune manière être mis en danger au moyen d'une action militaire quelle qu'elle soit qui contreviendrait au droit international et à la Charte des Nations Unies.

5. Réaffirme son appui résolu au droit du Nicaragua à l'autodétermination et à son droit de défendre par tous les moyens légitimes son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale et lance un appel à tous les Etats pour qu'ils intensifient leur solidarité avec le Nicaragua.

6. Appuie fermement les propositions et démarches du Groupe de Contadora et le prie instamment de redoubler d'efforts en vue du rétablissement de la paix et la sécurité en Amérique centrale.

7. Prie instamment tous les Etats de s'abstenir de commettre des actes qui compromettraient et compliqueraient les efforts du Groupe de Contadora.
